



## Arrêt

**n° 257 314 du 28 juin 2021**  
**dans l'affaire X / X**

**En cause : X**

**ayant élu domicile :     au cabinet de Maître P. CHARPENTIER**  
**Rue de la Résistance 15**  
**4500 HUY**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

---

### **LE PRÉSIDENT DE LA X<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 18 novembre 2020 par X, qui déclare être de nationalité syrienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 29 octobre 2020.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 décembre 2020 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 21 décembre 2020.

Vu l'ordonnance du 18 mai 2021 convoquant les parties à l'audience du 21 juin 2021.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante représentée par Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me P. CHARPENTIER, avocat.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **I. Acte attaqué**

1. Dans sa décision, la partie défenderesse fait application de l'article 57/6/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, et conclut à l'irrecevabilité de la « *demande ultérieure* » de protection internationale de la partie requérante.

Après avoir rappelé que la première demande de protection internationale de la partie requérante a été déclarée irrecevable au motif qu'elle bénéficiait déjà d'une protection internationale effective en Grèce

où le respect de ses droits fondamentaux était par ailleurs garanti, la partie défenderesse considère en effet qu'il n'existe pas, en l'espèce, de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité que la partie requérante puisse prétendre en Belgique à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Elle relève notamment que la partie requérante se limite à renvoyer aux éléments invoqués à l'appui de sa précédente demande (mauvaises perspectives d'avenir en Grèce ; tentatives d'enlèvement de ses enfants ; criminalité omniprésente), lesquels ont déjà été écartés par les instances d'asile pour des motifs qui ne sont pas autrement recontextualisés par la partie requérante. Concernant par ailleurs la péremption de son titre de séjour grec, la partie défenderesse observe en substance l'absence de tout élément indiquant que le statut de protection internationale accordé en Grèce aurait pris fin, et estime que dans une telle perspective, rien n'empêche la partie requérante de rentrer dans ce pays et d'y entreprendre les démarches administratives nécessaires pour renouveler le titre de séjour consacrant l'octroi de ce statut. Elle constate enfin que les documents d'état civil déposés, portent sur des éléments qui ne sont pas remis en cause.

## II. Thèse de la partie requérante

2. Dans sa requête, la partie requérante prend un moyen unique *« de la violation de l'art 1<sup>er</sup> § A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28.07.1951, des art 48/3, 48/4, 48/5, 48/6, 48/7, 57/6/3 et 62 de la loi du 15.12.1980, et de l'art 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme »*.

3. Elle souligne en substance *« que la situation des réfugiés en Grèce a toujours été très difficile »* et s'est encore détériorée ces dernières années, *« au point que l'on peut qualifier de traitement inhumain et dégradant la situation que les réfugiés y vivent au quotidien. Les conditions sanitaires y sont précaires, l'accès au logement extrêmement difficile et l'accès au marché du travail impossible, tandis que l'accès aux soins de santé est particulièrement difficile. »* Elle renvoie à plusieurs articles récents *« qui font apparaître une dégradation considérable de la situation des réfugiés dont plusieurs milliers sont menacés d'expulsion par la Grèce et qui, en outre, se sont vu retirer leur logement social »,* et conclut *« que la situation en Grèce est tout à fait dramatique et qu'elle ne répond pas aux obligations faites à un Etat qui a reconnu le droit d'asile et le statut de réfugié, en sorte que le refus du CGRA de déclarer recevable [et] fondée la demande, viole les dispositions reprises au moyen. »*

4. Elle joint à sa requête les documents d'information inventoriés comme suit :

*« 5. Article AFP 01.06.2020 « En Grèce, des milliers de réfugiés menacés d'expulsion »*

*6. Article « En Grèce, les migrants passent du camp de réfugiés à la rue »*

*7. Article « Des ONG dénoncent le trou noir des politiques d'intégration des réfugiés en Grèce »*

*8. Article France Info « Grèce : des milliers de réfugiés menacés d'être expulsés de logements sociaux ».*

## III. Appréciation du Conseil

5. La décision attaquée est une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale, prise en application de l'article 57/6/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980. Cette décision ne se prononce pas sur la question de savoir si la partie requérante a besoin d'une protection internationale au sens des articles 48/3 ou 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Bien au contraire, cette décision repose sur le constat que la partie requérante bénéficie déjà d'une telle protection internationale en Grèce, que sa précédente demande de protection internationale en Belgique a été déclarée irrecevable pour ce motif, et qu'elle n'apporte, à l'appui de sa nouvelle demande, aucun élément ou fait justifiant une autre conclusion.

Cette décision ne peut donc pas avoir violé l'article 1<sup>er</sup>, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ni les articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/6 et 48/7 de la loi du 15 décembre 1980.

Le moyen est inopérant en ce qu'il est pris de la violation de ces articles.

Pour le surplus, le Conseil rappelle que l'examen d'une demande de protection internationale sous l'angle des articles 48/3 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 se fait au regard du pays d'origine du

demandeur, et non de l'Etat membre de l'Union européenne dans lequel il a, le cas échéant, obtenu une protection internationale. Le moyen manque, en tout état de cause, en droit s'il vise à postuler l'octroi d'une protection internationale vis-à-vis de la Grèce.

6. La décision attaquée indique que la partie requérante, dont la première demande de protection internationale en Belgique a été déclarée irrecevable au motif qu'elle bénéficiait déjà d'une protection internationale effective dans un autre Etat membre de l'Union européenne, a introduit une demande ultérieure de protection internationale dans laquelle elle ne fait pas valoir de nouveaux éléments et documents qui « *augmentent de manière significative la probabilité [qu'elle] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4* ». Elle relève en particulier que la partie requérante s'en tient à rappeler des faits qui ont déjà été analysés dans le cadre de sa première demande, et à invoquer de nouveaux éléments qui se révèlent peu ou pas pertinents pour justifier une autre conclusion.

Cette motivation, qui est claire et adéquate, permet à la partie requérante de comprendre pourquoi sa demande est déclarée irrecevable. Il en ressort également que la partie défenderesse a bien pris en compte les divers éléments avancés par la partie requérante à l'appui de sa nouvelle demande. La circonstance que la partie requérante ne partage pas l'analyse faite par la partie défenderesse, ne suffit pas à démontrer une motivation insuffisante ou inadéquate en la forme.

Le moyen n'est pas fondé en ce qu'il est pris d'une violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980.

7. S'agissant des tentatives d'enlèvement des enfants de la partie requérante en Grèce, le Conseil a précédemment jugé, dans son arrêt n° 236 248 du 29 mai 2020 (affaire 240 497), que l'intéressée restait en défaut d'établir qu'elle n'aurait pas pu avoir accès à la protection des autorités grecques si elle les avait sollicitées à ce sujet (point 15.4 de l'arrêt précité). Le Conseil constate que dans le cadre de sa demande ultérieure, la partie requérante s'en tient à ses précédentes déclarations et n'avance aucun élément neuf de nature à justifier une autre conclusion.

S'agissant de la dégradation des conditions de vie des réfugiés en Grèce, les informations produites (requête : annexes 5 à 8) sont d'ordre général, et bien qu'illustratives de difficultés croissantes pour les réfugiés, notamment en matière de logement social, elles ne permettent pas de conclure à l'existence de « *défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes* » atteignant le seuil de gravité décrit par la CJUE dans sa jurisprudence récente (voir notamment les arrêts *Ibrahim e.a.* (affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17) et *Jawo* (affaire C-163/17), prononcés le 19 mars 2019). Il ne peut, en effet, pas être considéré sur la base de ces informations qu'un bénéficiaire de protection internationale est placé en Grèce, de manière systémique, « *dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine* » (arrêt *Ibrahim e.a.*, point 91). Pour le surplus, le Conseil a déjà relevé, dans son arrêt précité n° 236 248 du 29 mai 2020, que durant leur séjour en Grèce, la partie requérante et sa famille « *ont bénéficié d'un toit puisqu'ils ont loué consécutivement deux logements à Athènes et précisent avoir même signé un contrat de bail en bonne et due forme. Ils n'étaient pas démunis de ressources financières leur permettant de payer leurs logements et leurs dépenses courantes à Athènes, le requérant ayant trouvé du travail à cet effet et, durant la dernière année, les requérants ayant pu bénéficier d'une aide financière de l'Etat à hauteur de 400 euros par mois pendant deux mois, ensuite réduite à 200 euros, le requérant ayant des revenus professionnels. Le requérant précise également que son frère lui envoyait de l'argent. Les requérants n'étaient dès lors pas dans un état de dénuement matériel les rendant entièrement dépendants des pouvoirs publics grecs pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.* » (point 15.2). Le Conseil constate que dans le cadre de sa demande ultérieure, la partie requérante n'avance aucun élément neuf de nature à justifier une autre conclusion dans son chef, notamment quant à l'impossibilité de se loger et de pourvoir à ses besoins essentiels en cas de retour en Grèce.

La partie requérante n'a dès lors fourni, à l'appui de sa demande ultérieure de protection internationale, aucun élément ou information de nature à augmenter « *de manière significative la probabilité [qu'elle]*

*puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 ».*

8. Au vu de ce qui précède, la demande ultérieure de protection internationale de la partie requérante est irrecevable.

Le recours doit en conséquence être rejeté.

9. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au sort de la demande.

10. Le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté le recours. La demande d'annulation formulée par la partie requérante est dès lors sans objet.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

Le recours est rejeté.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit juin deux mille vingt et un par :

M. P. VANDERCAM,

président de chambre,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

P. VANDERCAM